

## **HLB AUDIT**

*Société de Commissaires aux Comptes Membre de la Compagnie Régionale de Lyon-Riom*

### **OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL MARCHES DU VELAY ROCHEBARON**

**Siège social : ZA La Borie  
43 120 MONISTROL SUR LOIRE**

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS ET RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

7, Rue Louis de Charbonnel - 43 120 MONISTROL SUR LOIRE  
Tél. 04 71 75 60 50 - E-Mail : [hlafayolle@cabinet-lafayolle.com](mailto:hlafayolle@cabinet-lafayolle.com)  
SAS au capital de 12 000 Euros - Siret 440 414 480 000 10 - Code NAF 741 C  
TVA Intracommunautaire : FR 50 440 414 480

## **HLB AUDIT**

*Société de Commissaires aux Comptes Membre de la Compagnie Régionale de Lyon-Riom*

### **OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL MARCHES DU VELAY ROCHEBARON**

**Siège social :** ZA, La Borie  
43 120 MONISTROL SUR LOIRE

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

7, Rue Louis de Charbonnel - 43 120 MONISTROL SUR LOIRE  
Tél. 04 71 75 60 50 - E-Mail : [hlafayolle@cabinet-lafayolle.com](mailto:hlafayolle@cabinet-lafayolle.com)  
SAS au capital de 12 000 Euros - Siret 440 414 480 000 10 - Code NAF 741 C  
TVA Intracommunautaire : FR 50 440 414 480

Aux membres de l'Association Office du Tourisme Intercommunal Marches du Velay Rochebaron,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Office du Tourisme Intercommunal Marches du Velay Rochebaron relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévus à l'article D.411-4 du code de commerce, pris en application de l'article L441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président du Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Monistrol sur Loire, le 20 mai 2024



## **HLB AUDIT**

*Société de Commissaires aux Comptes Membre de la Compagnie Régionale de Lyon-Riom*

### **OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL MARCHES DU VELAY ROCHEBARON**

**Siège social : ZA, La Borie  
43 120 MONISTROL SUR LOIRE**

### **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A  
L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS  
LE 31 DECEMBRE 2023**

7, Rue Louis de Charbonnel - 43 120 MONISTROL SUR LOIRE  
Tél. 04 71 75 60 50 - E-Mail : [hlalavolle@cabinet-lalavolle.com](mailto:hlalavolle@cabinet-lalavolle.com)  
SAS au capital de 12 000 Euros - Siret 440 414 480 000 10 - Code NAF 741 C  
TVA Intracommunautaire : FR 50 440 414 480

Aux membres de l'Association Office du Tourisme Intercommunal Marches du Velay  
Rochebaron,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons  
notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été  
données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été  
avisé(s) ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous  
prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il  
vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier  
l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la  
doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatives à  
cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous  
ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de  
l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des  
dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Monistrol sur Loire, le 20 mai 2024



## BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations incorporelles</b>						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	0	0				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<b>Immobilisations corporelles</b>						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques Matériel et outillage	18 817	16 012	2 805	2 246	559	24.88
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	<b>Immobilisations financières (1)</b>						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	15		15	15		
	Prêts						
	Autres	395		395	395		
	<b>Total I</b>	<b>19 227</b>	<b>16 012</b>	<b>3 215</b>	<b>2 656</b>	<b>559</b>	<b>21.04</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en cours</b>						
	<b>Créances (2)</b>						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés						
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres						
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	320 560		320 560	306 256	14 304	4.67
	Charges constatées d'avance (2)				744	744	100.00
	<b>Total II</b>	<b>320 560</b>		<b>320 560</b>	<b>307 000</b>	<b>13 560</b>	<b>4.42</b>
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
	<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>	<b>339 787</b>	<b>16 012</b>	<b>323 775</b>	<b>309 656</b>	<b>14 119</b>	<b>4.56</b>

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

## BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	210 501	208 955	1 546	0.74
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecart de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	6 684	1 546	8 229	532.33
	Situation nette (sous total)	203 817	210 501	6 684	3.18
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	203 817	210 501	6 684	3.18
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	Total II				
	Provisions pour risques				
PROVISIONS	Provisions pour charges	51 003	45 103	5 900	13.08
	Total III	51 003	45 103	5 900	13.08
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	24 187	14 014	10 173	72.59
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	44 768	40 038	4 730	11.81
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes				
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance				
	Total IV	68 955	54 052	14 903	27.57
	Ecart de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	323 775	309 656	14 119	4.56

(1) Dont : A plus d'un an  
Dont : A moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

Attestation de présentation des comptes

68 955 54 052

implid Monistrol

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Colisations	3 950	4 075	125-	3.07-
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	1 984	3 899	1 915-	49.11-
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	4 142	4 645	503-	10.83-
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	263 159	258 423	4 736	1.83
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 522	388	2 135	550.75
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	7	12	5-	40.36-
<b>Total I</b>	<b>275 765</b>	<b>271 442</b>	<b>4 323</b>	<b>1.59</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises	1 112	1 064	47	4.45
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	86 095	79 760	6 335	7.94
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	1 622	1 349	273	20.22
Salaires et traitements	147 215	142 267	4 948	3.48
Charges sociales	41 103	40 893	211	0.51
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 849	2 532	684-	27.00-
Dotations aux provisions	5 900	3 228	2 672	82.78
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	3	12	9-	74.19-
<b>Total II</b>	<b>284 898</b>	<b>271 105</b>	<b>13 792</b>	<b>5.09</b>
<b>1 - Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>9 132-</b>	<b>337</b>	<b>9 469-</b>	<b>NS</b>

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs  
(2) Dont charges afférents à des exercices antérieurs

Attestation de présentation des comptes

Imprimé Monistrol

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1	
	12	12	Euros	%
<b>Produits financiers</b>				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	2 449	1 209	1 240	102.56
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total III</b>	<b>2 449</b>	<b>1 209</b>	<b>1 240</b>	<b>102.56</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total IV</b>				
<b>2. Résultat financier (III-IV)</b>	<b>2 449</b>	<b>1 209</b>	<b>1 240</b>	<b>102.56</b>
<b>3. Résultat courant avant Impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>6 684</b>	<b>1 546</b>	<b>8 229</b>	<b>532.33</b>
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
<b>Total V</b>				
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
<b>Total VI</b>				
<b>4. Résultat exceptionnel (V-VI)</b>				
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>278 214</b>	<b>272 651</b>	<b>5 563</b>	<b>2.04</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>284 898</b>	<b>271 105</b>	<b>13 792</b>	<b>5.09</b>
<b>5. EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>6 684</b>	<b>1 546</b>	<b>8 229</b>	<b>532.33</b>

## **ANNEXE**

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 323 775.33 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 275 765.23 Euros et dégagant un déficit de 6 683.54- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

### **- REGLES ET METHODES COMPTABLES -**

#### **Principes et conventions générales**

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

#### **Permanence des méthodes**

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

### **- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -**

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

### Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	0		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	16 409		2 408
TOTAL	16 409		2 408
Autres titres immobilisés	15		
Prêts, autres immobilisations financières	395		
TOTAL	410		
TOTAL GENERAL	16 819		2 408

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			0	0
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			18 817	18 817
TOTAL			18 817	18 817
Autres titres immobilisés			15	15
Prêts, autres immobilisations financières			395	395
TOTAL			410	410
TOTAL GENERAL			19 227	19 227

### Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		0			0
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		14 163	1 849		16 012
TOTAL		14 163	1 849		16 012
TOTAL GENERAL		14 163	1 849		16 012
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Matériel de bureau informatique mobilier	1 849				
TOTAL	1 849				
TOTAL GENERAL	1 849				

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

### Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	45 103	5 900			51 003
<b>TOTAL</b>	<b>45 103</b>	<b>5 900</b>			<b>51 003</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>45 103</b>	<b>5 900</b>			<b>51 003</b>
<b>Dont dotations et reprises d'exploitation</b>		<b>5 900</b>			

### Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	395	395	
<b>TOTAL</b>	<b>395</b>	<b>395</b>	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	24 187	24 187		
Personnel et comptes rattachés	17 543	17 543		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	25 669	25 669		
Autres impôts taxes et assimilés	1 555	1 555		
<b>TOTAL</b>	<b>68 955</b>	<b>68 955</b>		

### Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

### Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

### Détail des charges à payer

	Montant
FRS FACTURES NON PARVENUES	
- CAC HLB AUDIT	2 600
- LOYER SAINT PAL DE MONS 2023	321
- CHARGES LOCATIVES ST PAL 2023	248
- PERSONNEL MAIRIE ST PAL 2023	1 840
- implid DECEMBRE 2023	204
- PERSONNEL MAIRIE STE SIGOLENE	17 000
DETTES PROV.POUR C.P	
- PROVISION CONGES PAYES	17 543
ORG.SOC.CHARGES A PAYER	
- PROVISIONS CH. SOC/CP	5 796
Total	45 552

### - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

#### Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.  
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

#### Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	33 291
55 à 59 ans	6 à 10 ans	
45 à 54 ans	11 à 20 ans	13 254
35 à 44 ans	21 à 30 ans	3 942
moins de 35 ans	plus de 30 ans	516
Engagement total		51 003

#### Hypothèses de calculs retenues

- départ à la retraite à l'âge de 64 ans
- profil de carrière à décroissance moyenne
- turn over faible
- taux d'inflation
- taux d'actualisation 2%